

AU-DELÀ DE L'INTERCULTUREL ET DE LA DIVERSITÉ, NOUS LIBÉRER D'ABORD NOUS-MÊMES !



Mathieu Danero

Article. Lire et Ecrire Bruxelles. Décembre 2018

Dans cet article, l'idée de départ était de voir de quelle manière les notions d'interculturel et de diversité, dans le contexte économique, social et politique de notre société actuelle, sont à leur façon des éléments définissant le cadre de pensée, et donc le logiciel idéologique dominant dans lequel l'action associative agit, notamment dans le domaine de l'alphabétisation¹. Sans écarter cette idée qui se manifeste un peu plus chaque jour, je souhaiterais partir de l'expérience personnellement vécue durant ces douze dernières années au cœur de l'ISP et de l'éducation permanente à Bruxelles. La réflexion qui suivra ne sera donc pas le résultat d'une étude ou d'une synthèse de divers points de vue, mais plutôt ce que révèle pour moi l'analyse de ma propre situation et des conditionnements et déterminations qui font mon cadre de vie quotidien de citoyen belge et de travailleur de l'action associative.

Qu'en est-il ?

Quelles sont les approches interculturelles existantes ? Qu'est-ce que la culture ? Comment intégrer la diversité des langues et valoriser les identités culturelles de chacun ? Comment garantir co-construction réellement égalitaire et principe démocratique entre apprenants illettrés et formateurs lettrés ? À la lecture des thématiques proposées pour ce numéro du Journal de l'alpha² autour de la question de l'approche interculturelle et de la gestion de la diversité en alphabétisation, et la multiplication des interrogations pour lesquelles, je pense, nous pourrions apporter une infinité de réponses, m'est apparu le fait que l'espace de réflexion n'est en définitive occupé que par la question méthodologique et pédagogique de l'accès aux savoirs dans le contexte

¹ Le présent article sera publié en 2019 dans un numéro du Journal de l'alpha consacré à "l'interculturel".

² L'auteur fait ici référence à la présentation de la problématique jointe à l'appel à contributions pour ce numéro du Journal de l'alpha sur l'interculturel. Ce document est disponible auprès de la rédaction (journal.alpha@lire-et-ecrire.be - 02 502 72 01).

que nous connaissons. En revanche, celle des savoirs en tant que tels n'est pas posée. La focalisation est ainsi mise essentiellement sur la forme en abandonnant étrangement ce que pourrait être le fond. Ainsi, cette obsession pédagogique ne cache-t-elle pas justement en trame de fond une mise au placard du questionnement des savoirs auxquels il faut pouvoir donner accès, parce que, quelque part... nous n'en savons plus grand-chose. Les savoirs étant devenus de plus en plus confus et démultipliés en apparence dans la complexité exacerbée du monde globalisé de ce début de millénaire. Aussi lettrés qu'on puisse être, il est de plus en plus difficile de comprendre précisément ce qui se passe aujourd'hui à la fois dans le monde et dans la ville ou le quartier où l'on vit.

Vu la complexité du parcours de formation, la difficulté accrue de trouver un emploi décent pour les personnes que nous voyons chaque jour dans nos associations, vu le manque de place pour les gens déjà présents et l'engorgement à prévoir pour les futurs primo-arrivants, vu la prolongation de la crise économique et les signaux alarmants d'un prochain effondrement au niveau mondial, vu la multiplication des conflits armés sur la planète et la paupérisation croissante de la population ici et ailleurs, et la certitude d'une explosion démographique sur le continent africain dans les décennies à venir... je me demande en tant que travailleur, jusque tout récemment, d'une association telle que la Chôm'Hier ce que nous pouvons encore promettre à tous ces apprenants et ce que nous allons bien pouvoir faire concrètement avec eux en termes d'émancipation effective ou de transformation réellement sociale. D'aucuns diront qu'il s'agit là d'un constat bien pessimiste, j'espère pour ma part tenter de formuler une idée objective de la situation en tenant compte au plus près du principe de réalité.

Je suis aujourd'hui convaincu que le moindre espoir de changement ne pourra venir d'abord que de nous-mêmes et de notre propre travail difficile et complexe de conscientisation des situations que nous vivons, nous travailleurs du social. Je crois fermement qu'avant de vouloir travailler à la libération de qui que ce soit, il est indispensable de se concentrer avant toute chose sur ce qui pourrait nous libérer nous-mêmes.

Que suis-je... ?

Prenons la situation telle qu'elle est. Moi, directeur, coordinateur, formateur, peu importe, ne suis au bout du compte qu'un salarié parmi d'autres, soumis aux conditions reprises dans mon contrat de travail où se retrouvent mes droits et devoirs en tant qu'employé d'une structure associative. Même si j'estime ma profession essentielle pour changer le monde, à moins de devenir indépendant, je n'ai pas d'autre option que de trouver un travail pour subvenir à mes besoins et ceux de la famille que j'ai en charge. Ainsi soumis à l'impératif du salariat, la professionnalisation et l'institutionnalisation du secteur de l'action sociale me poussent en fin de compte à œuvrer à la transformation sociale dans le cadre strict de mon temps de travail et de mes heures prestées et rémunérées. Hors de ce cadre professionnel, je redeviens citoyen au même titre que n'importe quel employé de quelque secteur d'activités que ce soit, marchand ou non : je profite de mes week-ends bien mérités et du repos d'une vingtaine de jours annuels de congés payés que m'octroie gracieusement le système grâce aux luttes sociales (non négligeables) de nos prédécesseurs. Mais voilà tout.

... Et où est-ce que je travaille ?

Parallèlement, l'associatif qui me fait vivre est aujourd'hui structurellement et totalement dépendant des subventions octroyées par les pouvoirs publics à travers les institutions qui les représentent à des niveaux de pouvoirs divers : Fonds social européen, COCOF, FWB et la Région, notamment, que l'on peut difficilement qualifier de contre-pouvoirs au régime économiquement et idéologiquement dominant. Notre cadre associatif n'est donc pas un îlot de résistance à l'écart du système, mais fait bien intégralement partie de celui-ci puisque financièrement lié et ainsi assurément subordonné au décret des cabinets ministériels. Peu importe que la concertation ou que l'avis du secteur soient reconnus, le pouvoir de décision en dernière instance n'appartient qu'aux représentants de la classe politique. Pour revenir rapidement au point qui nous occupe, nous pourrions indéfiniment chercher ici une seule de ces institutions qui ne mette pas en priorité, comme critère de subventionnement (devenu aujourd'hui obligatoire) l'approche interculturelle et la prise en compte de la diversité

culturelle. Ce survol synthétique mais certain indique par l'objectivation des mécanismes du financement de l'associatif subsidié que notre travail social prolonge, qu'on le veuille ou non, les axes politiques mêmes du système, de l'Europe au local, que nous nous promettons chaque jour ouvrable de transformer.

Et les apprenants ?

Qui sont les personnes qui arrivent dans nos classes d'alphabétisation ? Les profils sont multiples, des hommes, des femmes, venus en grande majorité du Maghreb, d'Afrique centrale ou de l'Ouest. Les plus anciens sont souvent issus des zones rurales et très peu instruits, les plus jeunes, urbanisés sont plus scolarisés, ont en tête un imaginaire migratoire différent et arrivent chez nous dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie matérielles et celles de ceux restés au pays. Tout cela est certes tiré à très grands traits mais il est certain qu'aucun d'entre eux n'a décidé de faire ce voyage, qu'il ait été pénible ou non, dans la perspective de changer quoi que ce soit à la société d'accueil. Aucun d'entre eux ne vient avec l'idée d'une quelconque transformation sociale en Belgique ou ailleurs, mais justement dans la perspective inverse, attisée par l'imaginaire libéral, de profiter eux aussi d'un système qui fera d'eux des consommateurs aussi heureux que les Européens qu'ils se représentent. L'Europe où il suffit de se pencher à terre pour trouver de l'argent est un mythe qui existe toujours, et la déception qui suit face à la réalité doit être aussi grande que les espérances que ces gens avaient nourries avant de quitter leur terre : pas de boulot, pas d'argent, parcours de formation obligatoire, CPAS, chômage, logement exigu et insalubre, incompréhension de la langue et des codes culturels, isolement terrible pour certains et déracinement³ total pour tous.

Dans quel contexte tout cela arrive-t-il ?

Impossible ici d'étudier avec précision le contexte social et économique du moment, et sans doute que des millions de pages ne pourraient pas non plus le faire entièrement. Néanmoins tentons malgré tout de repérer une ligne directrice. Tout comme les migrations de populations ouvrières ont commencé à exister avec le développement industriel de la marchandise dans les sociétés appelées à se moderniser (des paysans vers les villes jusqu'aux migrants qui se noient en Méditerranée), celles qui poussent des personnes majoritairement africaines vers l'Europe procèdent du même mouvement du capitalisme contre la baisse du taux de profit et son expansion dans les moindres recoins de la planète.

À moins que l'on estime que la généralisation des échanges marchands soit un élément essentiel, au sens propre du terme, du mouvement naturel des choses et de l'humanité, ces mouvements de populations n'ont absolument rien de naturel et ne pourraient être comparés, comme on le fait trop facilement, au nomadisme des communautés humaines depuis la nuit des temps. Les migrants du jour sont les représentants de la dernière des sous-classes de l'esclavage moderne, prêts à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelles conditions, et servent ainsi, en même temps qu'ils cassent le coût du travail, à empêcher tout mouvement de contestation sérieux des classes laborieuses et moyennes des pays d'accueil.

L'immigration comme clé de voûte de la division

On le voit depuis les années 80, depuis le tournant libéral et sociétal de la gauche française mitterrandienne (conséquence logique de la mythologie du Mai 68 libéral libertaire portée aux nues et à l'écran), et particulièrement avec l'idéologie érigée institutionnellement par la création d'SOS Racisme, qui a achevé la rupture

3 À propos de ce que peut signifier le déracinement, il n'est pas que géographique mais peut également être culturel. Si ce postulat est entendu, les populations européennes occidentales ont également été déracinées depuis l'ère industrielle et les premières concentrations urbaines, ou au moins plus récemment depuis l'invasion culturelle américaine d'après-guerre. Lire à ce sujet *L'enracinement* (1949) de Simone Weil.

de cette nouvelle gauche avec la question sociale⁴, l'immigration est l'un des éléments clés de la systémique actuelle et cristallise toutes les tensions : elle divise les membres de l'Union européenne à un point encore jamais connu ; elle distingue politiquement ce qu'on désigne aujourd'hui comme le populisme ou l'extrême droite des partis dits démocratiques selon le point de vue sur la question⁵ ; elle crée pour le combat des mouvements et des associations de gauche l'imaginaire de la lutte antiraciste et antifasciste...⁶ Le traitement médiatique de la question migratoire devenue spectacle télévisé⁷ maintient parallèlement l'emballage idéologique, en désignant qui sont les bons et qui sont les méchants, et la division nécessaire pour rendre impossible toute réflexion approfondie, sereine et collective des populations sur ce qui est en train de se jouer. Et on ne rentre même pas encore ici dans tout ce que les vagues d'attentats terroristes ont pu semer comme angoisse et confusion dans nos esprits...

Quelle approche interculturelle pour quelle co-construction dans la diversité ? Là n'est pas la question !

Dans un tel contexte de crise tous azimuts, dont la violence devient de plus en plus concrète, et tenant compte de ma propre situation (qui correspond à celle d'un certain nombre de travailleurs autour de moi) et de celle des personnes qui occupent nos classes d'alphabétisation, il me semble malheureusement que nous demander comment valoriser nos différences culturelles ou si telle ou telle activité pédagogique est bien démocratique ou non ne nous mènera pas très loin... et risque surtout de ne jamais changer grand-chose. D'autant plus que cette focalisation sur les aspects interculturels de la question migratoire suit exactement, depuis déjà un certain temps, le courant idéologique dominant, soit celui servant les intérêts financiers des grandes puissances bancaires et des multinationales qui dictent aujourd'hui les règles du jeu économique aux États comme le nôtre. Et qui, soit dit en passant, ont sans doute pu profiter d'une façon ou d'une autre du pillage toujours actuel de l'Afrique et de la destruction des pays victimes des derniers printemps arabes... Mais c'est un autre sujet... quoique.

Quels savoirs pour quoi faire ?

C'est là, je pense, que doivent se concentrer nos efforts. Tant que nous n'avons pas d'autre choix que de fonctionner et de vivre comme nous le faisons, nous et les apprenants, tant que nous sommes amenés à nous retrouver entre collègues sur nos lieux de travail et entre formateurs et apprenants dans nos classes, nous devrions passer la majeure partie de notre temps à approfondir cette étude des conditions de vie objectives dans lesquelles nous existons⁸. L'erreur, me semble-t-il, est de ne concentrer la réflexion que sur les trajectoires et les situations des apprenants parce qu'ils ne seraient que les seuls opprimés ou les premiers concernés. À force de vouloir les libérer d'on ne sait plus trop quoi, libérons-nous d'abord de nos représentations, de celles que nous projetons sur eux et partons de nos trajectoires et situations propres. Ce travail sur nous-mêmes, s'il est réalisé sérieusement et honnêtement, nous permettra, j'en suis convaincu, de déterminer au fur et à

4 Pour une explication critique et agréable à lire sur la chose, *La double pensée* (2008) de Jean-Claude Michéa est une excellente entrée en matière.

5 Un récent article sur ce sujet : Finian CUNNINGHAM, *Western Elites Decrying 'Populism' Betrays Fear of Democracy*, 11.07.2018. Voir ici pour la traduction française : www.zejournal.mobi/index.php/news/show_detail/15545

6 Sur le « silence absolu sur les caractères 'scandaleux' du nouveau fascisme, qui rendent inutile l'antifascisme classique », les *Écrits corsaires* de Pier Paolo Pasolini (1973-1975) sont toujours d'une redoutable actualité.

7 Sur le spectacle médiatique de la dictature de la marchandise, *La société du spectacle* (1967) de Guy Debord reste indispensable ; et sur la valorisation spectaculaire de la crise migratoire par les médias dominants, j'invite à découvrir d'urgence Francis Cousin, *L'immigré, marchandise vedette du Capital !* (www.youtube.com/watch?v=xwz4xyYUa6M).

8 Paulo Freire, dans *La pédagogie des opprimés* (1974 pour cette édition en français), ne parlait-il pas des situations de 'non-être' devant être conscientisées pour se diriger vers ce qui pourrait être un 'plus être' ? En attendant, 'être' tout court, ce serait déjà pas mal... !

mesure les savoirs à développer pour tendre vers notre propre libération et c'est par le partage et le dialogue⁹ sur ces choses-là avec les personnes qui arrivent ici, et en installant au mieux les conditions matérielles qui permettraient de le faire, que nous pourrions créer quelque chose qui ressemblera peut-être à ce qu'on appelle l'égalité ou la démocratie avec nos semblables illettrés.

Évidemment, dialoguer implique que nous ayons un langage commun pour le faire qui soit le plus efficace possible. La question linguistique ne peut dès lors se poser qu'en ces termes-là : il n'est plus question de valoriser quelque langue que ce soit, ni d'en condamner une autre parce qu'elle serait dominante, mais de nous parler le mieux possible pour tendre vers un dialogue véritable. L'accès à l'écriture et à la lecture procède alors d'une dynamique identique. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise langue, mais une langue qui nous permet de dire, soit d'exister par le dialogue et de faire quelque chose ensemble¹⁰.

D'ailleurs, c'est tout ce que ce texte pourrait oser revendiquer : la volonté de dialoguer.

L'associatif de première ligne comme territoire privilégié de l'action

Pour conclure ce qui devra faire encore l'objet d'un chantier de réflexion gigantesque mais salubre, j'estime que les mouvements et les associations qui, justement, sont en première ligne comme La Chôm'Hier ou Lire et Écrire, ainsi que les réseaux dans lesquels ils s'inscrivent historiquement, occupent une place privilégiée pour amorcer et mener ce travail de dialogue, de conscientisation et de libération pour eux-mêmes, et d'abord pour eux-mêmes ! Faire cet effort extrêmement exigeant de la critique de notre propre cadre de travail, de nos propres pratiques, de notre propre cadre idéologique, de tenter de voir et de juger le contexte global, et donc mondialisé, dans lequel tout cela s'insère pour dessiner, peut-être, un jour, le début d'un chemin, inévitablement long, vers une transformation sociale réelle des rapports sociaux vécus qui lient nos mains... et nos esprits.

9 Le dialogue prôné par Paulo Freire, encore lui, n'est-il pas la confrontation et l'échange sur les représentations que nous avons chacun de nos propres vies et du monde comme nous le voyons ? Cela implique donc que mon point de vue est indispensable à la discussion. Ne valoriser que le point de vue de l'autre est tout aussi inutile que de ne valoriser que le mien... Si le fait que les hommes s'éduquent entre eux par l'intermédiaire du monde signifie autre chose, alors la discussion est ouverte !

10 S'il s'agit de communiquer à Bruxelles, les langues les plus populaires étant le français et le néerlandais, le choix sera vite fait.

Editeur responsable : Hugues Esteveny, 14 bte 9 rue de la Borne - 1080 Bruxelles
www.lire-et-ecrire.be/bruxelles - 02 412 56 10 - info.bruxelles@lire-et-ecrire.be



Avec le soutien de la Région de Bruxelles-Capitale, de la Commission communautaire française, d'Actiris, de Bruxelles-Formation, du Fonds social européen, du Fonds Asile, Migration et Intégration et de la Fédération Wallonie-Bruxelles